

# Libération

Directeur : **Habib El Malki**Directeur de la rédaction : **Mohamed Benarbia**

Prix: 4 DH N°: 7997

Jeudi 12 Janvier 2017

Reportage

## Les bienfaits inestimables d'une Royale régularisation

Aissatou Barry, migrante au Maroc depuis sept ans

*Ma vie s'en est positivement ressentie . J'ai désormais mon entreprise et mon association*



# Les bienfaits inestimables d'une Royale régularisation

## Reportage



Un jour, Aissatou Barry s'est trouvée contrainte de tout quitter et de partir le plus loin possible de chez elle. Accompagnée de ses quatre enfants, elle a entamé un périple de près de sept ans qui l'a emmenée de la Côte d'Ivoire au Maroc en passant par le Mali et l'Algérie.

Elle a été le témoin privilégié d'un voyage extrêmement dangereux au cours duquel les femmes migrantes sont les premières victimes expiatoires de toutes les formes d'exploitation, d'abus et de violence.

Elle fait partie des femmes migrantes qui ont bénéficié de la première phase de la régularisation des étrangers en situation administrative irrégulière lancée en 2014 et elle réside actuellement à Tanger où elle dirige une société d'import-export et préside une association. Pourtant, les séquelles de son périple sont restées à jamais gravées dans sa mémoire.

### On a fui la guerre

«J'ai cherché refuge sous d'autres cieux que les miens par contrainte et non par plaisir», c'est ainsi que Aissatou Barry s'est adressée à son audience constituée en grande partie d'experts étrangers en migration et asile réunis à Rabat. Avec une voix fébrile et le regard évasif, elle a vaillamment tenté de trouver les mots pour

raconter son récit et régénérer une mémoire qui la taraude.

Elle se souvient avec un certain malaise de la journée où elle a décidé de fuir la guerre en Côte d'Ivoire. « On a été des centaines à fuir le pays vers le Mali. Le voyage s'est fait à pied et a duré près de 21 jours. Et vous pouvez imaginer ma souffrance en

tant que femme accompagnée de ses quatre enfants dont le plus grand était à peine âgé de six ans », se rappelle Aissatou.

### Trajet de tous les dangers

Pour elle et pour les autres migrants, le Mali n'a été qu'une étape provisoire, un lieu de passage qui donne un certain avant-goût des dangers et des souffrances qui les attendent tout au long de leur voyage vers l'inconnu. « Nous sommes restés fort peu de temps dans ce pays qui souffrait d'une instabilité chronique. Nous y avons demeuré juste le temps qu'il nous fallait pour récolter un peu d'argent en faisant la manche pour avoir de quoi payer notre voyage vers Tamanrasset », se souvient-elle. En effet, cette ville du sud de l'Algérie constitue depuis la fin des années 1990 et jusqu'à aujourd'hui un lieu de passage important pour des populations désireuses de se rapprocher des côtes marocaines ou libyennes. Des intermédiaires se chargent souvent d'assurer le voyage entre Gao et Tamanrasset. Ils exigent 15.000 franc CFA (1.000 CFA=1,5 euro) pour chaque passager, ce qui n'est pas une mince affaire. Le trajet se fait souvent dans des conditions très pénibles. Des témoignages recueillis par Médecins sans frontières (MSF) ont rapporté que les migrants s'entassaient à l'arrière

de pickups qui mettent plusieurs jours pour traverser le désert, sans halte, ni nourriture, et avec très peu d'eau. Ils sont parfois obligés de marcher pour éviter les contrôles de police. Ces témoignages ont également relayé plusieurs cas de décès d'hommes, de femmes et d'enfants suite aux mauvaises conditions de voyage ou aux violences subies.

Des conditions qui se répètent à l'identique une fois en Algérie. « Pour aller vers Maghnia, la ville la plus proche d'Oujda, il faut payer d'autres intermédiaires et il faut également subir des journées de marche à pied, de faim et de soif. On ne grignote que des morceaux de pain sec trempés dans de l'eau. On a quasiment jeûné plus de temps qu'il ne fallait », a-t-elle confié.

Mais, il n'y avait pas que la fatigue et la famine, il y avait aussi les violences sexuelles. Aissatou se souvient des scènes horribles de viol commises par des trafiquants opérant dans la zone frontalière entre l'Algérie et le Maroc. D'après elle, ces abus sont devenus monnaie courante sur cette incontournable voie d'immigration. « Pour traverser les frontières, toute femme est appelée à se soumettre aux vils desirs des trafiquants qui ne sont, malheureusement, que des Subsahariens comme nous », déplore-t-elle.

Même au Maroc, ces femmes ne

“

Aissatou Barry,  
migrante au Maroc  
depuis sept ans  
*Ma vie s'en est  
positivement  
ressentie. J'ai  
désormais mon  
entreprise et mon  
association*

sont pas épargnées. Elles font l'objet d'expulsion immédiate une fois interceptées par les forces de sécurité marocaines. «A proximité d'Oujda, les intermédiaires nous abandonnent à notre propre sort et c'est à nous de nous débrouiller seules pour franchir la frontière maroco-algérienne en évitant autant que faire se peut les contrôles de l'armée marocaine», nous a-t-elle indiqué. Une mission qu'Aissatou et d'autres migrants vont accomplir avec courage.

### Enfin, Oujda...

Oujda est une ville accueillante. La population y est généreuse et elle aide les migrants autant que possible. Pourtant, les besoins sont énormes. En fait, ces migrants n'ont pas de lieu où loger ni de quoi manger. Des structures d'accueil ou des centres d'hébergement dédiés aux migrants font défaut dans cette ville qui constitue le point de passage obligé vers Sebta et Mellilia.

« Une fois au Maroc, j'ai décidé de partir à Rabat à la recherche du siège du HCR car je savais que je n'allais pas m'en sortir seule. Ceci d'autant plus que mes quatre enfants et moi sommes des réfugiés par la force de la loi internationale puisque nous avons quitté un pays en guerre en quête d'une protection internationale sous d'autres cieux », se souvient-elle. Une interprétation que ne partagent pas les responsables du HCR-Maroc qui ont refusé d'accorder le statut de réfugié à Aissatou et à ses enfants. Pour eux, cette dernière doit retourner en Guinée pour être as-

sistée puisqu'elle est d'origine guinéenne. Une justification qu'Aissatou a eu du mal à accepter. « Les enquêteurs du HCR aiment qu'on leur raconte des mensonges et des récits imaginaires et moi je n'étais pas prête à mentir pour bénéficier d'un bout de papier », a-t-elle lancé. D'après elle, beaucoup de demandes d'asiles liées à des craintes de mariages forcés, aux violences et aux actes de viol durant les conflits armés ne sont pas toujours prises au sérieux. Les responsables du HCR exigent des preuves difficiles à fournir après des semaines, voire des mois de voyage, s'est-elle lamentée.

Pourtant, à Rabat la vie d'Assiatou n'a pas été un long fleuve tranquille. Elle n'avait ni de quoi payer son loyer de 1.000 DH ni de quoi subvenir aux besoins de ses enfants. Les quelques dirhams qu'elle gagnait à la sueur de son front en tant que femme de ménage ne lui suffisaient pas. « J'ai frappé à toutes les portes pour trouver un emploi et j'ai fini par me faire embaucher comme domestique. Mais, la plupart de mes employeurs ne me donnaient que des clopinettes. Un jour, j'ai fait le ménage de tout un duplex avec seulement 100 DH », se souvient-elle avec amertume. Et d'ajouter : « J'ai refusé de continuer à subir une telle situation et j'ai décidé de quitter Rabat vers la forêt du Gourougou, au Nord et qui abrite de nombreux migrants ».

Assiatou se souviendra à jamais de cette journée pluvieuse au cours de laquelle elle avait pleuré à chaudes larmes sur l'un des boulevards de la capitale lorsqu'un agent

de police surgit de nulle part pour lui demander ce qui n'allait pas. Je n'ai pas pu lui répondre. J'avais tellement mal et les larmes m'empêchaient de parler. Mais, cet homme, que je ne connaissais ni d'Eve ni d'Adam et que je n'avais jamais vu auparavant, a mis la main à la poche pour me tendre 800 DH. « Tenez madame et prenez soins de vos enfants », lui a-t-il dit avant de disparaître aussi vite qu'il est apparu. « Et c'est grâce à cet argent que j'ai payé les billets pour aller à Nador », raconte-t-elle les larmes aux yeux.

Pourtant, le départ vers Gourougou n'a pas été la fin de son calvaire. Sitôt arrivée, elle s'est installée avec ses enfants sous une tente de fortune. Ils y dormirent à même le sol et ne mangèrent jamais à leur faim. Parfois, ils étaient obligés de chercher de quoi manger dans les poubelles. Pour survivre, Aissatou a vendu des beignets aux autres migrants qui avaient élu également domicile dans cette forêt en attendant la première occasion propice pour franchir la barrière séparant le Maroc des présides occupés. « Je vendais deux beignets à 1 DH et j'ai eu beaucoup de clients », dit-elle avant qu'un large sourire n'éclaire son visage.

Aissatou se rappelle aussi des moments pénibles tels que les descentes de policiers qui débarquent souvent au milieu de la nuit ou vers 3 ou 4 heures du matin pour brûler les tentes et les affaires des migrants. Mais, l'événement le plus dramatique et qui restera gravé à jamais dans sa mémoire demeure celui de la mort devant ses yeux de six migrants dont des enfants. Un

secret qui continue à la hanter jusqu'à aujourd'hui.

### Un autre départ

Le déplacement d'un lieu vers un autre semble avoir été le destin de la famille Aissatou. Une autre fois, elle s'est trouvée dans l'obligation de partir par la force vers Berkane. Elle sera installée dans un centre de bienfaisance avec 86 femmes migrantes. « Toutes ces femmes vont s'évader sauf moi car je n'avais pas où aller », raconte-t-elle avec des trémolos dans la voix. Et d'ajouter : « J'avais une cuisine, un poste de télévision, un frigo, un lit, une salle de bains et une grande salle où mes enfants pouvaient jouer. Que pouvais-je demander de plus ? ». Elle est restée dans ce centre quatre mois durant où elle était totalement prise en charge par les autorités locales avant un autre départ vers Tanger qui s'est mal passé. « J'ai été emmenée dans cette ville par le père Stéphane de Nador. Je reçois quotidiennement entre 15 et 20 journalistes intéressés par mon histoire. Mais, les choses vont vite mal tourner puisque j'ai refusé de leur raconter de fausses histoires et d'inventer des mensonges sur les viols et les abus sexuels contre les femmes migrantes. L'église a cessé de payer mon loyer et je me suis de nouveau retrouvée sans toit ni ressources », raconte-t-elle.

### La régularisation ou la fin d'un calvaire

« Après avoir été ainsi abandon-

née, j'ai été contrainte d'entamer une nouvelle vie en ne comptant que sur mes propres moyens. Je me suis convertie dans la vente des produits de massage, des porte-clés, des ceintures et autres babioles. Par la suite, j'ai commencé à vendre des fruits et légumes et je m'en suis sortie petit à petit », se rappelle-t-elle.

Avec le lancement de la régularisation, sa vie prendra un nouveau tournant. Elle deviendra plus autonome et plus audacieuse. Aissatou fait partie des 5.060 femmes migrantes qui ont déposé des dossiers de régularisation administrative et qui ont bénéficié d'une carte de séjour valable pour une année. « La régularisation a changé complètement ma vie. Elle m'a fait sortir de la clandestinité et m'a rendu ma liberté. Elle m'a ouvert des portes et a permis à mes enfants d'être scolarisés. Aujourd'hui, j'ai ma propre société d'import-export et je préside une association », indique-t-elle. Pour elle, le Maroc a franchi un grand pas en faisant sortir les migrants de leur clandestinité et en leur donnant la chance de commencer une nouvelle vie. Pourtant, elle estime que ces nouveaux migrants ont plus besoin de formation que de programmes d'assistance. « Ils doivent se débrouiller seuls et ne pas compter sur l'aide de l'Etat marocain », affirme-t-elle avant de conclure : « La migration n'est pas une menace mais plutôt une richesse et l'Europe doit aider le Maroc à mener à bien sa nouvelle politique de migration ».

Hassan Bentaleb

*Avec le concours de l'Institut Panos Afrique de l'Ouest (IPA/O)*